

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 14 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC

ZI DE MEZAUBERT
35133 Javené

Références : UD35/2026-159
Code AIOT : 0005501436

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement CHIMIREC implanté Zone d'activités de Mézaubert 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC
- Zone d'activités de Mézaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site exploité par la société CHIMIREC sur la commune de Javené est spécialisé dans la collecte, le tri, le regroupement, le transit et le traitement de déchets d'activités économiques. Le site possède également une unité de production de combustibles solides énergétiques (CSE).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ilotage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
6	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispense de traçabilité	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 5.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 2.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 2.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 3.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
7	Organisation liée au REX	Code de l'environnement, article R. 512-69

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence les difficultés de l'exploitant à respecter, pour l'échéance fixée, certaines dispositions relatives à la prévention du risque incendie sur ses installations et conduisent l'Inspection à proposer une mise en demeure.

La prise en compte de toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22/04/2025 est également attendue en ce qui concerne l'autosurveillance des différents rejets du site (air, eau pluviales, eaux souterraines).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.
Constats : Par courrier du 31/12/25, l'exploitant a demandé un report du délai d'application de cette prescription au 1 ^{er} janvier 2027 au lieu du 1 ^{er} janvier 2026. L'exploitant indique en effet que l'ensemble du site est sous détection incendie avec report en télésurveillance, sauf les zones extérieures susceptibles de contenir des déchets (zones 20, 21, 22, 23 et 24) qui ne disposent pas de détection incendie. L'exploitant estime cependant que l'îlot 20 étant positionné devant le auvent du bâtiment 2 qui dispose d'une détection incendie par aspiration, un départ de feu dans l'îlot 20 pourrait être détecté par le système présent au niveau du auvent. L'exploitant précise en outre avoir renforcé la détection incendie sur les broyeurs (un détecteur par broyeur) et remplacé au fur et à mesure la détection thermique par une technologie par aspiration multi-ponctuelle dans les bâtiments. Des actions ont été engagées à l'échelle du groupe pour respecter l'obligation réglementaire de détection incendie dans les zones extérieures mais nécessitent un délai pour garantir le bon fonctionnement des équipements après validation, paramétrage et essais sur site. Pour le site de Javené, l'exploitant a présenté un devis daté du 11/03/26 relatif à l'installation de 5 caméras thermiques pour couvrir les zones extérieures de stockage de déchets. Il ajoute avoir renforcé les moyens d'intervention en cas d'incendie par l'achat d'une berce incendie avec canons et tuyaux. En cas de détection en dehors des heures ouvrées, l'alerte est transmise à un organisme de

<p>télésurveillance qui alerte l'astreinte du site (astreinte assurée 24h/24 et 7J/7). Celle-ci est en capacité de se rendre sur site sous 15mn (obligation de proximité géographique imposée par l'exploitant) et dispose également d'un accès à la vidéosurveillance qui a été renforcée (60 caméras sur site dont une caméra dôme orientable sur les vues périphériques) et couvre désormais l'intégralité du site.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place des mesures complémentaires temporaires pour prévenir tout départ de feu et assurer une continuité de surveillance en attendant la finalisation du système automatisé de détection incendie conforme aux dispositions réglementaires.</p> <p>Les mesures proposées ne sont cependant pas suffisamment détaillées (surveillance renforcée des zones d'entreposage critiques, mise en œuvre de refroidissement localisés sur certaines parois de bennes lorsque la température ou la configuration le justifient) ou déjà imposées par la réglementation (réalisation de contrôle thermographiques en fin de journée).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit sous un délai de 1 mois présenter à l'Inspection une description détaillée des mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre pour pallier au non respect des dispositions relatives à la détection incendie des zones de stockage extérieures des déchets combustibles et inflammables jusqu'au 1 janvier 2027.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit au 1^{er} janvier 2027 respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 22/12/2023 en assurant la détection incendie de tous les îlots de stockage extérieur des déchets combustible ou inflammables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 2 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
Constats : L'exploitant a présenté l'organisation mise en place pour la réalisation des rondes au niveau des zones contenant des déchets combustibles et inflammables. Chaque jour, 4 rondes sont réalisées : - une ronde dans la matinée et une dans l'après-midi par l'exploitant, - une ronde avec caméra thermique à la fermeture du site et une autre 2h après la dernière réception de déchets par la société de gardiennage. Chacune de ces rondes fait l'objet d'un enregistrement sur un formulaire papier (qui devrait être prochainement numérisé) identifiant, sur un plan du site, les différents zones de stockage des déchets combustibles et inflammables à cocher au fur et à mesure de la ronde. Chaque enregistrement indique la date, l'heure et l'auteur de la ronde. La société de gardiennage a pour consigne d'appeler l'astreinte en cas d'écart de température des stockages > 20°C avec la température ambiante. L'exploitant indique que cette consigne génère cependant des appels sans problématique réelle (une élévation naturelle de température de certains déchets comme le CSE à 50°C en été n'est pas anormale) et va donc être modifiée. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de consigne écrite relative à la réalisation de ces rondes. Une consigne groupe existe mais ne reprend pas ces dispositions particulières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, transmettre à l'Inspection la consigne relative à la réalisation des rondes contenant toutes les informations requises au titre de l'article 4-II de l'arrêté du 22/12/2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le POI récemment mis à jour avec l'aide du CNPP. Ce POI intègre les dispositions du PDI. Ce POI n'a pas encore été transmis au SDIS (réglementairement requis pour le PDI), ni à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, transmettre au SDIS35 et à l'Inspection, la dernière version numérique du POI du site de Javené, intégrant le PDI du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : (...) En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'exploitant a réalisé, le 4 février 2026, un exercice animé par le CNPP en jouant 3 scénarios sur la même journée. Le compte-rendu établi présente succinctement les scénarios mis en œuvre, les personnes mobilisées et identifie les points positifs et à améliorer. Le plan d'action des points à améliorer doit encore être finalisé. Le dernier exercice réalisé avec la participation du SDIS date du 18/06/2024 et l'exploitant souhaite renouveler ce type d'exercice en fin d'année 2026. L'exploitant indique que toute le personnel du site est a minima formé à la première intervention et certains sont équipiers de seconde intervention. Les personnels extérieurs reçoivent un accueil sécurité renforcé avec présentation des risques des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Îlotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres. Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot. Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m3 de déchets combustibles ou à un m3 de déchets inflammables.
Constats : L'exploitant a présenté un plan du site identifiant les îlotages des déchets combustibles et inflammables, en bâtiment et en zone extérieure. Près d'une trentaine d'îlots sont identifiés dont 5 petits îlots en bâtiments et 5 îlots en zone extérieure. L'Inspection constate que l'îlot 20 (stockage de broyat d'emballages et matériaux souillés dans une benne métallique) est positionné au droit du bâtiment 2 (CSE) alors qu'une distance d'au moins 10 m devrait être respectée. Les dispositions permettant de déroger à cette prescription (toiture BROOFT3, paroi REI120 ou système d'extinction automatique) n'étant pas remplies, cette prescription n'est donc pas respectée. L'exploitant signale qu'en raison des aménagements du site liés à l'extension des activités, il ne pourra pas respecter la distance de 10m entre le bâtiment 2 (CSE) et l'îlot 20 avant le 1 ^{er} janvier 2027. Comme vu au point n°1, l'Inspection considère que les mesures complémentaires temporaires prévues par l'exploitant pour prévenir tout départ de feu et assurer une continuité de surveillance en attendant la finalisation du système automatisé conforme aux dispositions réglementaires ne sont pas suffisamment détaillées. La hauteur maximale de stockage dans l'îlot 3 (bâtiment 1) n'est pas matérialisée mais elle ne dépasse pas 6 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Comme vu au point n°1, l'exploitant doit sous un délai de 1 mois présenter à l'Inspection une description détaillée des mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre pour pallier au non respect des dispositions relatives à l'îlotage des zones de stockage extérieures des déchets combustibles et inflammables jusqu'au 1 janvier 2027.

Par ailleurs, l'exploitant doit au 1 ^{er} janvier 2027 respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 22/12/2023 en garantissant une distance minimale de 10m entre les îlots de stockage extérieur des déchets combustible ou inflammables et les bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ;- les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ;- la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.
Constats : L'Inspection constate les petits îlots 12 et 13 (bâtiment 2) ne sont pas séparés d'une distance suffisante (actuellement inférieure à 5m) ou d'une paroi REI120. L'exploitant s'engage à corriger le tracé des limites du petit îlot 12 pour respecter une distance de 5m par rapport au petit îlot 13.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, rendre compte à l'Inspection des actions engagées pour respecter à tout instant une distance minimale de 5m entre les petits îlots 12 et 13.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare disposer au niveau national d'un outil relatif à l'accidentologie qui permet d'enregistrer tout type d'événement (accident et presque accident) survenant sur les installations du groupe CHIMIREC pour les partager avec les autres entités du groupe. Un filtre par type d'événement ou entité peut être opéré afin de faciliter la recherche.</p> <p>Un partage des accidents significatifs est également réalisé mensuellement, un zoom étant diffusé à l'ensemble des sites.</p> <p><i>L'Inspection rappelle que la déclaration des accidents ou incident fait désormais l'objet d'une téléprocédure via le site service public.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispense de traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 5.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Compte tenu des activités de regroupement, déconditionnement et broyage susceptibles d'être mises en œuvre sur son établissement, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01 au bordereau qu'il émet lors de la réexpédition vers une autre installation des déchets dont la liste est jointe en annexe 5 au présent arrêté. Cette dispense est accordée sans préjudice de la tenue des registres prescrits par les articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. [...]
Constats : Une extraction des bordereaux de suivi de déchets sur la période du 27/02/25 au 27/02/26 relève qu'une rupture de traçabilité a été opérée sur plus de 60 codes déchets non listés dans l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral qui liste les déchets (avec principaux codes déchets associés) pour lesquels une rupture de traçabilité est autorisée. Ces déchets font par contre bien partie des déchets autorisés à entrer sur site et le bilan matière entre les déchets entrants et les déchets sortants établi sur l'année 2025 est cohérent. L'exploitant indique que certains déchets qui arrivent sur site avec un code déchet non listé dans l'annexe 5, sont déconditionnés, regroupés (certains broyés) puis repartent sous un autre code déchet pour lequel la dispense de traçabilité est autorisée. L'exploitant prend l'exemple du code déchet 11 01 13* "déchet de dégraissage contenant des substances dangereuses" qui, après regroupement avec autres déchets, peut quitter le site sous l'appellation "autres déchets contenant des substances dangereuses" dont le code déchets 11 01 98* est dans la liste de l'annexe 5. Il estime en outre que la liste des codes déchets présente en annexe 5 n'est pas exhaustive. L'Inspection constate néanmoins que la dispense de traçabilité a été opérée sur des types de déchets non prévus à l'annexe 5 de l'AP du 22/04/25, comme par exemple "les tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure" (20 01 21*) ou "équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou HFC (16 02 11*). L'Inspection rappelle que toute évolution de cette liste doit faire l'objet d'un rapport à connaissance adressé à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, prendre les dispositions nécessaires pour limiter la perte de traçabilité aux déchets listés dans l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 2.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Conduit 1 (CSE bâtiment 2)

Paramètres	Concentration mg/Nm3	Flux en kg/h	Flux en kg/j	Flux en T/an
Poussières	5	0,28	6,6	2,41
COVT	30	1,65	39,6	14,45

Conduit 2 (Filtres bâtiment 4)

Paramètres	Concentration mg/Nm3	Flux en kg/h	Flux en kg/j	Flux en T/an
Poussières	5	0,06	1,32	0,48
COVT	30	0,33	7,92	2,89

Conduit 3 (CSR bâtiment 5)

Paramètres	Concentration mg/Nm3	Flux en kg/h	Flux en kg/j	Flux en T/an
Poussières	5	0,25	6	2,19
COVT	30	1,5	36	13,14

Constats :

Les résultats de mesure du 17/07/25 transmis sur GIDAF relèvent :

- l'absence de dépassement pour le conduit 1 (CSE) avec des concentrations en poussière de 0 mg/Nm3 et en COVT de 28,5 mg/Nm3 et des flux en poussière de 0 kg/h et en COVT de 0,88 kg/h

- **une vitesse d'émission pour le conduit 1 (CSE) inférieure à la vitesse minimale prévue : 8,5 m/s au lieu de 9,2m/s**

- l'absence de dépassement pour le conduit 2 (filtres) avec des concentrations et flux en poussière de 0 mg/Nm3 et 0 kg/h **mais l'absence de mesure des COVT sur ce conduit,**

- une vitesse d'émission pour le conduit 2 (filtres) supérieure à la vitesse minimale prévue : 26,7 m/s pour un minimum à 12,4m/s.

L'Inspection constate que le contrôle du 17/07/25 n'a pas été réalisé en tenant compte des dispositions réglementaires de l'arrêté du 22/04/25 applicable aux installations, mais se base toujours sur l'APC de 2021 (post réexamen IED). Il en résulte que la mesure des COVT sur conduit 2 n'a pas été réalisée et que la vitesse d'émission n'est pas respectée sur conduit 1 (CSE).

Les résultats des mesure du 18/12/25 et 12/01/26 n'ont pas été transmis sur GIDAF mais relèvent des résultats conformes (concentration en poussière de 0,82mg/Nm³ et flux 7,9g/h sur conduit 2 (filtres) et 0,69mg/Nm³ et 21,6g/h sur conduit 1 (CSE), concentration en COVT de 15,6mg/Nm³ et 0,44kg/h sur conduit 1 (CSE), à l'exception de la vitesse d'émission inférieure à celle prévue pour conduit 1 (7,8m/s pour 9,2m/s) et l'absence de mesure des COVT sur le conduit 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit sous un délai d'1 mois transmettre sur GIDAF les résultats de surveillance des rejets atmosphériques de décembre 2025 et janvier 2026.

Il doit en outre s'assurer que les campagnes de mesures des rejets atmosphériques à venir tiennent compte des dispositions réglementaires de l'arrêté du 22/04/25 applicables aux installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 2.4.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Air				
Prescription contrôlée :				
L'exploitant assure une surveillance du rejet N°1 (bâtiment 2, déconditionnement et production de CSE) dans les conditions suivantes :				
Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Poussières	semestrielle	oui	NF EN 13284-1	annuelle
COVT	semestrielle	oui	NF EN 12619	annuelle
L'exploitant assure une surveillance du rejet N°2(bâtiment 4, Valorisation filtres usagés) et N°3 (bâtiment 5, Production de CSR) dans les conditions suivantes :				
Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Poussières	semestrielle	oui	NF EN 13284-1	annuelle
COVT ⁽¹⁾	semestrielle	oui	NF EN 12619	annuelle
(1) : La surveillance en COVT pourra être arrêtée après 2 campagnes de mesure représentatives du fonctionnement nominal de l'installation, en cas d'absence de quantification de COVT.				
Constats :				
Comme vu au point précédent, la mesure des COVT n'a pas été réalisée sur le conduit n°2 alors que l'AP du 22/04/25 impose que la surveillance en COVT puisse être arrêtée après 2 campagnes de mesure représentatives du fonctionnement nominal de l'installation, qu'en cas d'absence de quantification de COVT.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				
> L'exploitant doit sous un délai d'1 mois s'assurer que les campagnes de mesures des rejets atmosphériques à venir tiennent compte des dispositions réglementaires de l'arrêté du 22/04/25 applicable aux installations.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 1 mois				

N° 11 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 3.3.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Eau				
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). [...] Point de rejet référencé n°1 et 5 <ul style="list-style-type: none"> • Débit maximal journalier point 1 : 600 m3/j ; point 5 : 303 m3/j • Débit maximum horaire point 1 : 25 m3/h ; point 5 : 12,6 m3/h 				
Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) au point de rejet n°1	Flux maximal journalier (kg/j) au point de rejet n°5
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	53	27,3
Matières en suspension (MES)	1305	30	18	9,1
Indice hydrocarbure	7009	5	3	1,5
Indice phénol	1440	0,1	0,06	0,03
Arsenic et ses composés	1369	0,05	0,03	0,015
Cadmium et ses composés	1388	0,05	0,03	0,015
Chrome et ses composés	1389	0,15	0,09	0,04
Chrome VI	1371	0,05	0,03	0,015
Cuivre et ses composés	1392	0,5	0,3	0,15
Plomb et ses composés	1382	0,1	0,05	0,03
Nickel et ses composés	1386	0,5	0,3	0,15
Zinc et ses composés	1383	1	0,6	0,3

Mercure et ses composés	1387	5 µg/l	0,003	0,0015
Azote kjeldahl	1319	5	3	1,5
Phosphore total	1350	2	1,2	0,6
Composés organohalogénés absorbables (AOX)	1106	1	0,6	0,3
Cyanures libres	1084	0,1	0,06	0,03
PCB*	7431	0,05	0,03	0,015
Manganèse	1394	1	0,6	0,3
Fer	1393	2	1,2	0,6
Etain	1380	2	1,2	0,6
Métaux totaux	9918	5	3	1,5
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	30	18	9,1

* somme des concentrations de 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194

Point de rejet référencé n°2, 3 et 4

- Débit maximal journalier point 2 : 76 m³/j ; point 3 : 130 m³/j ; point 4 : 272 m³/j
- Débit maximum horaire point 2 : 3,2 m³/h ; point 3 : 5,5 m³/h ; point 4 : 11,5 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) au point de rejet n°2	Flux maximal journalier (kg/j) au point de rejet n°3	Flux maximal journalier (kg/j) au point de rejet n°4
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	6,8	11,7	24,5
Matières en suspension (MES)	1305	30	2,3	3,9	8,2
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	30	2,3	3,9	8,2

<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les VLE ont été actualisées pour tenir compte de l'AP du 22/04/2025 à compter de la mesure de décembre 2025. Le rapport de décembre ne fait pourtant pas référence à ce AP de 2025 mais à celui de 2013 actualisé en 2021.</p> <p>Sur l'année 2025, quelques dépassements ont été observés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au point de rejet n°1 en pH (9,1 pour une limite à 8,5) en mai 2025 en raison d'un développement d'algues lié à la faible pluviométrie (les eaux n'ont pas été rejetées), - au point de rejet n°3 en MES (36 mg/l pour une limite à 30) en novembre 2025 en raison de l'absence de pluie le jour du prélèvement et à la présence de quelques dépôts dans le regard de prélèvement (le regard a depuis été nettoyé). <p>L'Inspection constate que le seuil de quantification pour le Chrome VI dans le rapport de décembre 2025 ne permet pas de statuer sur la conformité des rejets (résultats indiqué < 0,1 mg/l alors que VLE fixée à 0,05mg/l).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> L'exploitant doit sous un délai d'un mois s'assurer que la surveillance du Chrome VI dans les rejets aqueux permet de statuer sur la conformité des rejets au regard de la VLE fixée par l'AP du 22/04/2025 et veiller à l'entretien régulier des regards de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 3.5.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines				
Prescription contrôlée :				
Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :				
Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS004LWVW	amont	Bassin versant du CouesnonFRGG0016	14,47 m
PZ2	BSS004LWVZ	aval		17,84 m
PZ3	BSS004LWVV			20,82 m
PZ4	BSS004LWVX			15,68 m
PZ5	BSS004LWWA			15,71 m
PZ6	BSS004LWVY	amont		13 m
La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1.				
L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines sur les piézomètres PZ1 à PZ6 dans les conditions suivantes :				
Paramètre			Fréquence des analyses	
Nom		Code SANDRE		
pH		1302	Semestrielle (en période de hautes eaux et basses eaux)	
Conductivité		1303		
Température		1301		
Hydrocarbures totaux		7009		
HAP		6136		
Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)		8095		
Composés organohalogénés absorbables (AOX)		1106		
BTEX		5918		
PCB : somme des concentrations de 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194		7431		

Dérivés du benzène	1467	
COHV	7485	Trimestriel ^(*)
Chloroforme	1135	
Trihalométhane (THM)	2036	

(*) La surveillance en COHV, THM et chloroforme est réalisée trimestriellement sur l'ensemble des piézomètres pendant 4 ans puis semestriellement.

Constats :

L'analyse des eaux souterraines a été menée trimestriellement les 20 et 24 mars 2025, les 10 et 11 juin 2025, le 2 octobre 2025 et les 15 et 16 décembre 2025.

L'Inspection constate que :

- le rapport de surveillance d'octobre 2025 n'a pas été transmis sur GIDAF.
- la conclusion générale des 3 rapports transmis sur GIDAF est la même alors que les paramètres analysés ne sont pas identiques sur les 3 campagnes (pas de mesure des métaux sur les campagnes de juin et décembre, dédiées aux mesures trimestrielles de COHV, chloroforme (= trichlorométhane) et trihalométhane) et ne reflète pas les résultats des 3 campagnes),
- la nature des paramètres COHV mesurés lors des campagnes est variable et ne permet pas de comparaison d'un trimestre à l'autre : la surveillance trimestrielle du chloroforme et trihalométhane ne semble pas avoir été réalisée sur les campagnes de mars et juin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit sous un délai d'un mois transmettre sur GIDAF les résultats de surveillance des eaux souterraines d'octobre 2025.

Il doit en outre s'assurer que les paramètres COHV, chloroforme et trihalométhane sont mesurés chaque trimestre (l'utilisation du code SANDRE relatif à chaque paramètre indiqué dans l'AP du 22/04/2024 est à privilégier).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois